

XXXV^e SESSION
Paris, 3 au 6 juillet 2009

DOCUMENT N° 35

DEBAT GENERAL

INTERVENTION

DE

M. Ngo Quang Xuan
Vice-président de la Commission des Affaires étrangères
de l'Assemblée nationale du Vietnam
Vice-Président de l'APF
Président de la section vietnamienne de l'APF

**ALLOCUTION DE S.E.M. NGO QUANG XUAN
A L'OCCASION DE LA XXXV^e SESSION DE L'ASSEMBLEE
PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE**

Cher Monsieur Guy Nzouba-Ndama, Président de l'Assemblée Nationale du Gabon et Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie,

Cher Monsieur Bernard Accoyer, Président de l'Assemblée Nationale française,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

C'est pour moi un grand honneur d'être ici parmi vous et de pouvoir partager avec vous notre point de vue sur la crise économique actuelle ainsi que les expériences du Vietnam en traversant cette crise.

Je me permets, tout d'abord, de saisir de cette opportunité pour adresser mes remerciements à Monsieur Bernard Accoyer, Président de l'Assemblée Nationale française, pour nous avoir invité à participer à cette Session et nous avoir offert cette précieuse occasion d'échange.

Monsieur Guy Nzouba-Ndama,

Monsieur Bernard Accoyer,

Cher Mesdames et Messieurs,

Notre planète est en train de traverser une des plus graves crises économiques et financières depuis son existence. Tous les pays dans le monde, y compris les pays membres de la Francophonie, ont été touchés par cette crise. Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies en mai 2009, l'économie mondiale devrait baisser de 2,6% cette année, contre -0,5% selon les estimation de janvier ; et le revenu mondial moyen par habitant connaîtra une chute de 3,7%. Les statistiques données par la Banque Mondiale n'ont pas été plus optimistes. Selon elle, l'économie mondiale en 2009 serait de -2,9%. Les experts de l'ONU ont également déclaré que « les pays en développement sont les plus directement touchés par cette récession, et, même si les politiques adoptées pour répondre aux effets de cette crise portaient leurs fruits, une reprise modérée ne serait envisageable qu'à partir de 2010. » La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a récemment indiqué que l'impact de cette crise se fait de plus en plus pesant sur les économies des Etats de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), et que les prévisions de croissance économique des pays membres de cette Union ont été révisées de 4,7% à 3,5% cette année.

Le Vietnam, à son tour, est également touché par la crise. Sa croissance économique a été revu de 6,5% à 5%; le taux de chômage est passé de 4,7% en 2008 à 8,2% en 2009 ; les investissements directs étrangers sont prévu de chuter 70%, atteignant seulement 2,2 milliard de dollars ; le pouvoir d'achat de la population s'est fortement dégradé et la mobilisation des capitaux pour les investissement devient de plus en plus difficile. En plus, les marchés d'exportations ne cessent de se rétrécir et les entreprises, dans tous les secteurs et en toutes tailles, ont des énormes difficultés.

Alors la question d'actualité pour nous tous c'est « Quelles seront les choix stratégiques que nous, en tant que délégués de notre peuple, devons opter pour faire face à cette crise tout en ciblant les objectifs de développement de long terme ? »

Le Vietnam, en tant que membre de l'ASEAN, s'est efforcé avec d'autres pays dans la région d'accorder une priorité à la coordination de nos actions et politiques en vue de poser les fondations d'un développement durable sur la base d'une économie saine et des valeurs culturelles traditionnelles, ainsi qu'à promouvoir la coopération et l'alliance régionale pour traiter ensemble les effets de cette crise.

Le Vietnam et les pays membres de l'ASEAN sont également conscients que les effets de cette crise se font particulièrement ressentir dans les secteurs tournés vers les exportations, et que ces secteurs, en effet, constituent depuis des années le facteur clé de notre croissance économique. Notre dilemme est alors de chercher une solution pour d'une part, saisir de cette opportunité pour re-structurer nos économies et les rendre de plus en plus compétitives sur le marché mondial, et d'autre part, de continuer à soutenir le développement de ces secteurs en vue de préserver les emplois et maintenir la stabilité politique et sociale de la région.

Dans ce contexte, le Vietnam a choisi de mettre en place d'un plan de relance économique d'ordre de 8 milliards de dollars américain, et en même temps, il a opté les mesures suivantes :

Mettre en place des politiques monétaires exhaustives ;

Mieux contrôler et améliorer l'efficacité des dépenses budgétaires et de minimiser les coûts administratifs ;

Continuer à développer la production industrielle, agricole et les services et assurer la stabilité de la balance commerciale ;

Maintenir la stabilité des prix, notamment les prix des produits alimentaires en vue d'assurer la sécurité alimentaire et d'éviter toute possible catastrophe humanitaire ;

Promouvoir davantage les exportations et bien contrôler l'importation ;

Encourager la population à économiser, notamment en matière d'énergie ;

Renforcer la gestion du marché et les mesures visant à assurer la stabilité de vie de la population, les capacités de production du pays et la sécurité sociale.

Le Vietnam a aussi réaffirmé son engagement à continuer à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment la réduction de la pauvreté ; à continuer son processus d'intégration régionale et mondiale ; à améliorer son environnement juridique et efficacité des institutions étatiques ... Notre but final est d'obtenir une croissance économique durable, la justice et le progrès social, la cohésion nationale et la viabilité de l'environnement pour aujourd'hui et pour demain.

Monsieur Guy Nzouba-Ndama,

Monsieur Bernard Accoyer,

Cher Mesdames et Messieurs,

L'ampleur de cette crise nous a montré à quel point l'économie mondiale est fragile et à quel point l'inter-connectivité entre nos économies est importante. Elle a également remis en cause les modèles de développement économique tellement vantées par les pays occidentaux. Nous, les pays de l'OIF, devons saisir de cet opportunité pour montrer que cette crise ne doit pas, en aucune manière, constituer un empêchement à notre développement économique. Elle ne doit pas non plus remettre en cause les réalisations que les acteurs économiques francophones ont pu et su créer ensemble depuis plusieurs décennies. Nous devons ensemble discuter pour trouver le modèle de développement le plus approprié à chaque pays membre, ainsi que chercher des solutions pour donner un nouveau souffle à notre économie, pour promouvoir davantage la coopération Nord-Sud et Sud-Sud, toute en préservant notre identité culturelle traditionnelle et nos valeurs nationales.

Je vous remercie./.